



**REVUE DE PRESSE**  
**SUD-OUEST ET CHARENTE LIBRE**  
**DU 02 SEPTEMBRE 2016**

# L'agriculture orpheline de la protection européenne

**SOMMET DE CHAMBORD** Les ministres de l'Agriculture de l'UE se réunissent aujourd'hui. Face à des marchés volatils, les agriculteurs réclament le retour d'outils de régulation

MICHEL MONTEIL  
m.monteil@sudouest.fr

Il ne faut pas se réjouir trop vite. L'accord signé lundi entre Lactalis et les producteurs de lait est loin de résoudre le problème de fond. D'ailleurs, dès mardi, en Maine-et-Loire (49) un camion de Bel (filiale à 24 % de Lactalis) a été attaqué et vidé. Et, mercredi, des producteurs de Dordogne (24) ont manifesté devant la laiterie Fromarsac, à Marsac.

Comme avec la production porcine en début d'année, ou de viande bovine, la crise laitière a conduit les agriculteurs à interpeller l'Union européenne. De quoi nourrir les discussions qu'auront aujourd'hui les ministres de l'Agriculture des Vingt-Huit réunis à Chambord, dans le Loir-et-Cher (41). Ce sommet informel a été précédé, mardi, d'une réunion du Conseil de l'agriculture française et hier d'un rassemblement de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et des Jeunes Agriculteurs (JA) à Lamotte-Beuvron (41).

Le syndicat majoritaire chiffre entre 4 et 5 milliards d'euros les pertes accumulées ces derniers mois par les agriculteurs français. Le cours du porc s'est certes rétabli grâce à la reprise des importations chinoises, mais, entre 1,47 et 1,60 € le kilo, il ne permet pas encore aux éleveurs de dégager un revenu et d'investir. Et l'actuelle crise aviaire prive la filière gras du tiers de sa production.

## « Deserreurs structurelles »

Les céréaliers ont vu les rendements baisser de 30 à 40 % avec un cours mondial bas. Confrontés à une consommation en baisse et à des prix faibles, les producteurs de viande bovine redoutent l'afflux des vaches de



Hier, la FNSEA et les Jeunes Agriculteurs se sont réunis à Lamotte-Beuvron. PHOTO GULLAUME SOUVANT/AFP

réforme qu'entraînera la réduction programmée de 5 % de la production laitière.

« La situation que nous vivons prend ses racines dans les erreurs structurelles des réformes successives de la politique agricole commune », analyse la Coordination rurale. Momagri, le Mouvement pour une organisation mondiale de l'agriculture, présidé par Christian Pées, président de la coopérative aquitaine Euralis, a publié mardi un livre blanc qui fait un constat similaire : « La politique agricole européenne n'est plus dotée des outils de régulation pour intervenir en cas d'instabilité des marchés. »

Dans cette étude de 96 pages, le think tank Momagri, qui compte dans ses rangs des dirigeants agricoles, des anciens ministres, l'ancien

président de la République Valéry Giscard d'Estaing, le professeur Luc Montagnier ou Denis Tillinac, plaide pour une refonte de la politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne, à l'horizon 2020. La stratégie actuelle consistant à lâcher des enveloppes financières (à l'exemple des 350 millions d'euros annoncés en juillet pour réduire la production de lait) ne résout pas la question de fond.

## Plus de visibilité

Les moyens actuels permettent juste de limiter les effets d'un marché mondialisé et de plus en plus volatil. Les excès à la hausse et à la baisse deviennent plus fréquents, accentués par la « financiarisation » des marchés et les aléas climatiques. Les agriculteurs n'ont plus de visibilité.

« L'Europe ne pourra pas s'en sor-

tir si elle n'est pas capable de remettre en place les outils de régulation qu'elle a supprimés », estime Germain Peiro, député PS de la Dordogne, membre de la commission des Affaires économiques. Parmi les pistes le plus souvent proposées figurent la mise en place de mécanismes de régulation, la meilleure organisation des producteurs au sein de filières allant du champ au consommateur, la sécurité alimentaire de l'Europe.

Hier à Lamotte-Beuvron, Xavier Beulin, président de la FNSEA, a réclamé un « cap stratégique » pour la PAC assorti de moyens nationaux de refinancement et d'aides en faveur des agriculteurs en difficulté, dont ceux qui n'ont d'autre solution que de prendre leur retraite. La Coordination rurale évalue à 500 euros par hectare le « soutien exceptionnel » nécessaire.



# « Des exploitations vont disparaître »

**NOUVELLE-AQUITAINE** Face à la crise, Henri Bies-Péré, président régional de la FNSEA, prône une politique « pragmatique » sur l'eau et les nitrates

La FNSEA de la Nouvelle-Aquitaine a fait sa rentrée mardi dans une ferme de Dordogne. Le point avec son président, Henri Bies-Péré.

« **Sud Ouest** » Quelle est la situation actuelle de l'agriculture régionale ?

**Henri Bies-Péré** L'agriculture est en grand risque, en grande fragilité. Faute de mesures immédiates, des exploitations vont disparaître. Ce n'est pas une blague ! Nous subissons le contexte national : les producteurs de lait ont des difficultés ; les producteurs de viande bovine font face à un marché en train de s'effondrer ; les céréaliers ont été touchés par la sécheresse ; cette année, la récolte de maïs sera au mieux à l'équilibre. Partout, les prix ne sont pas liés à une politique régionale mais au marché mondial.

Quelles réponses apporter à cette situation ?

L'Europe a abandonné sa politique de régulation sans mettre en place une véritable politique commune de marché. Il faut repenser l'Union européenne agricole. Mais la France rajoute souvent des contraintes nationales ; il faut un plan de baisse des charges pour nous redonner de la compétitivité. La baisse des cotisations sociales a été un bon pas.

La Région dispose aussi de moyens d'action vis-à-vis de son agriculture. Sont-ils à la hauteur de vos attentes ?

La FNSEA Nouvelle-Aquitaine, une équipe d'élus et de salariés, est prête. On a envie de faire avancer cette nouvelle région. Pour cela, il y a des sujets qui sont en effet du ressort régional. Je pense aux zones vulnérables



Henri Bies-Péré est agriculteur en Béarn. PHOTO ARCHIVES J.J. SENTUÇQ

aux nitrates. Le programme national de 2013 a été suivi d'arrêtés régionaux. Nous avons attaqué l'arrêté du bassin Adour-Garonne au tribunal administratif de Toulouse, qui nous a déboutés le 10 juin. Or, sur le bassin Loire-Bretagne, la justice a pris une décision inverse. Il faut retravailler la carte du zonage en s'appuyant sur des mesures récentes et

au cas par cas. Il faut être pragmatique. Nous demandons une obligation de résultats et non une obligation de moyens. Oui, la qualité de l'eau doit être un souci, mais prenons le temps de l'expérimentation. Dans les Landes, par exemple, nous avons lancé une opération « nitrates autrement ».

Quel est l'impact de la sécheresse actuelle ?

Le manque d'eau s'est fait sentir sur les céréales dans le nord de la région, mais l'irrigation concerne beaucoup de productions. Au printemps, nous avons affronté des inondations, et, cet été, des départements ont passé soixante jours sans pluie. La question de la création de réserves d'eau est donc fondamentale. Des agriculteurs ont un projet de retenue depuis cinq ans et leur dossier n'avance pas.

À l'échelon régional, il y a des blocages politiques et administratifs. La FNSEA refuse toute application dogmatique de la gestion de l'eau.

## Une rentrée sans accrocs

**ÉDUCATION** Hier, c'était jour de reprise dans les établissements cognaçais. Tour d'horizon

Les effectifs en primaire grimpent, la tendance démographique est à la baisse au collège, les lycées sont stables. Voici les principaux faits marquants et les nouveautés de cette année scolaire.

### 1 Bonne surprise : les effectifs en hausse dans le primaire

Avant l'été, Nathalie Lacroix était inquiète. L'élue chargée de l'éducation pointait un trou d'air dans les inscriptions. Soulagement, hier matin : les effectifs sont en hausse par rapport à septembre 2016. On est ainsi passé de 532 à 547 élèves en maternelle, et de 914 à 926 en primaire.

Mais les chiffres sont encore évolutifs (à la hausse comme à la baisse). Nathalie Lacroix estime que Cognac accueillera une vingtaine d'élèves en plus au final. En effet, la Ville accueille pour quinze jours les enfants venus des 150 caravanes de la mission évangélique, qui sont répartis temporairement dans plusieurs classes.

Toutefois, même si le maire Michel Gourinchas voit « un regain encourageant », la fermeture d'une

classe à l'école maternelle Pauline-Kergomard, décidée par l'inspection académique, n'a pu être évitée. Le surplus d'élèves enregistré étant lissé entre toutes les écoles de la Ville.

### 2 Une nouvelle principale à Félix-Gaillard

Jean-Luc Rodier parti à Soyaux, c'est une femme, Florence Mérour, qui prend la direction du collège Félix-Gaillard. Celle qui était à l'origine professeur d'anglais vient du lycée Jean-Macé de Niort, où elle exerçait comme proviseur par intérim. Elle était auparavant proviseur adjointe au lycée Aliénor d'Aquitaine, à Poitiers.

C'est donc un vrai changement, puisqu'elle passe de structures de 1 000 élèves à un collège de 530 élèves (contre 514 à la rentrée 2015). « L'ambiance est beaucoup plus familiale et chaleureuse ici que dans de « grosses usines », se réjouit-elle. Originaire du Finistère, Florence Mérour est ravie de rejoindre « cette ville à taille humaine », à proximité d'Angoulême, où vivent son fils et son mari.



Florence Mérour est la nouvelle principale du collège Félix-Gaillard. PHOTO J.G.

À Élisée-Mousnier, Stéphane Geysely remplace au poste de principal-adjoint Isabelle Petiau, arrivée en septembre 2015 mais repartie en mars 2016. Principal depuis un an, Francis Lachaise se réjouit de voir l'équipe se stabiliser, après une année mouvementée, alourdie par la mise en place de la réforme du collège. Le défi a été tenu. L'effectif, 449 élèves, est juste en-dessous de celui de 2015.

Claude-Boucher passe de 425 à 410 élèves, sans perdre de classe. Cela donne des effectifs légers, 20 à 21 par classe en moyenne. Le collège de Crouin, classé zone d'éducation prioritaire, a par ailleurs pu maintenir sa classe bilingue anglais-allemand dès la sixième, ce qui n'est pas le cas partout.

### 3 Jean-Monnet progresse, Louis-Delage fait le plein

Le lycée Jean-Monnet progresse encore légèrement, de 1 043 à 1 049, de façon hétérogène. En raison de la démographie, il perd une classe en seconde, mais ouvre en même temps une première littéraire et une scientifique. Marie-Christine Célaure, l'adjointe du proviseur Marc Perrier, est partie pour un poste similaire à... Johannesburg, en Afrique du Sud ! Elle est remplacée par Éric Combelles, qui arrive de Salon-de-Provence.

Avec environ 280 élèves inscrits, le lycée professionnel Louis-Delage fait le plein quasiment partout, sans changement de sa carte de formation. Il a bénéficié de travaux importants en façade, avec également

une nouvelle salle de sciences physiques.

### 4 Privé : le primaire pousse, le secondaire baisse

L'école maternelle Sainte-Colette La Providence attaque l'année avec 402 élèves, comme l'an dernier, mais une classe de maternelle en plus. Le chantier de la cuisine et de la salle de restauration se poursuit sans accrocs dans son enceinte, pour une ouverture en janvier. Le collège Saint-Joseph, lui, perd 7 élèves, soit 406, et une classe de troisième. Quant au lycée, il reste stable, 257 contre 255 l'an dernier, mais une de ses quatre classes de seconde disparaît, ce qui donne des effectifs copieus, à 31 élèves, dans les trois restantes.



# La police municipale fait ses premières armes

**SÉCURITÉ** Les dix policiers municipaux seront équipés en armes à feu le 15 septembre. Ils suivent actuellement une formation et font l'objet de contrôles très stricts

JONATHAN GUÉRIN  
cognac@sudouest.fr

Tout devrait être prêt le 15 septembre. C'est à cette date que la police municipale de Cognac va recevoir 14 revolvers (calibre 38 special), selon la volonté de Michel Gourinchas. « Le maire a pris la décision de nous armer en décembre, et cela s'est fait en neuf mois, ce qui est un délai assez rapide », estime Patrick Velluet, le responsable de la police municipale.

Neuf mois, c'est le temps qu'il a fallu pour suivre une longue procédure administrative. En effet, le maire, de par son pouvoir de police, est compétent pour demander l'armement de ses agents. En revanche, la mesure ne devient effective qu'après une succession d'étapes.

## 12 journées de formation

« Il faut réviser la convention de coordination avec la police nationale, indique Patrick Velluet. Cela tombait bien, nous étions précisément en train de procéder à cette révision. » Ensuite, le premier magistrat doit demander une autorisation de détention d'armes au préfet (cela fut accordé en mars).

Passé ce stade, les choses prennent une tournure beaucoup plus stricte. Ces dernières semaines, les dix policiers ont procédé à une visite médicale ainsi qu'à une évaluation psychologique. Que les Cognacais se rassurent, tous ont réussi. ... Actuellement, les hommes de Patrick Velluet sont en pleine formation : « Il s'agit de 12 journées où on apprend l'essentiel : la légitime défense, l'utilisation du Taser. ... Chaque étape est sanctionnée par des tests. Cette formation est calquée sur celle de la police nationale. »

## Deux Taser sont en service

Les fonctionnaires vont-ils tester sur eux-mêmes les deux Taser reçus récemment, comme on le voit souvent à la télé ? « Ce n'est en aucun cas



Michel Gourinchas avait pris la décision en décembre dernier : la police municipale sera armée, tout comme celle de Châteaubernard. PHOTO ILLUSTRATION/ARCHIVES J.G.

une obligation », répond leur chef, qui a lui-même tenté l'expérience. « Les décharges paralysent le système nerveux et on ne contrôle absolument plus son corps. » De quoi se rendre compte très concrètement de l'effet que peuvent avoir ces armes non-létales.

« Si demain un policier tire et tue quelqu'un, c'est de ma responsabilité »

serieux dans ses rangs. « Le cadre d'utilisation est très rigoureux. L'objectif n'est pas de se servir des armes, mais d'avoir une nouvelle approche du métier, de nouvelles méthodes. »

Michel Gourinchas dévoile d'ailleurs que la confiance et l'estime qu'il porte à Patrick Velluet ne sont pas étrangères à son choix : « Cela au-

rait été avec quelqu'un d'autre, je n'aurais peut-être pas autorisé l'armement. Si demain un policier tire et tue quelqu'un, c'est de ma responsabilité. Mais l'objectif n'est pas de s'en servir. Je préférerais vivre dans un monde où on n'aurait pas besoin d'armer la police municipale. Malheureusement, les derniers attentats montrent que tout est possible. »

## Châteaubernard aussi

Cognac, à son échelle, ne semble pas épargnée par une certaine violence. « On a affaire à des interventions difficiles, admet Patrick Velluet. En juillet, on a eu deux outrages et blessures. Le comportement général a changé et les policiers payent un certain tribut. Chez nous, l'armement n'est pas un cheval de bataille mais l'immense majorité le réclamait. »

Alors que certains craignaient de voir des « policier cowboy » en ville, les services veulent rassurer la population. Ils tiennent à souligner le con-

## Sécurité : le coût fait débat

Les travaux de sécurisation des locaux (coffre, caméras) et la formation des policiers vont coûter 36 000 euros à la Ville. Stéphanie Fritz, élue de la majorité, avait pris la parole au Conseil municipal en avril pour s'y opposer. « Cette somme aurait pu servir à accroître la présence sur le terrain et mener des actions de prévention. » La mesure avait finalement été approuvée à la majorité.

trôle très strict dont ils font l'objet : trois séances de tir par an (alors que le minimum est de deux), possibilité de voir son arme retirée en cas d'échec aux tests. ...

Les deux policiers municipaux de Châteaubernard seront eux aussi armés.



# « Éviter le piège d'une croissance faible »

**FMI** Christine Lagarde appelle les pays du G20 à « prendre des mesures énergiques »

Avant le sommet du G20 à Hangzhou, dans l'est de la Chine, prévu les 4 et 5 septembre prochain, la directrice générale du FMI (Fonds monétaire international) met en garde contre « le pendule politique qui balance du mauvais côté de l'ouverture économique ». « Sans actions percutantes, le monde pourrait souffrir d'une croissance décevante pendant longtemps », avertit-elle.

Elle rappelle que l'année 2016 sera la cinquième année d'affilée où la croissance mondiale restera en deçà de la moyenne réalisée entre 1990 et 2007 (3,7 %). « 2017 pourrait bien être la sixième année », affirme Christine Lagarde.

Du côté des pays riches, les séquelles de la crise financière, une faiblesse de la demande, une tendance démographique défavorable et une frêle productivité, sont mis en avant.

Pour les pays émergents, la croissance forte de la décennie passée a fait place à un taux d'expansion plus conforme à la norme historique, plombé notamment par la chute des prix des matières premières.

## Après le Brexit

L'équilibre des risques penche du mauvais côté, ajoute un rapport du FMI publié par la même occasion.

La transition économique de la Chine notamment « pourrait rencontrer des obstacles qui pourraient être contagieux », dit le rapport. Elle coûte en tout cas déjà aux partenaires commerciaux qui comptent sur la demande chinoise pour leurs exportations. « Cela pourrait provoquer une volatilité financière tout au long de la route », prévient la patronne du FMI.

Les incertitudes sur les suites du choix britannique de sortir de l'Union européenne sont en outre encore présentes et « menacent les perspectives économiques, particulièrement en Europe, où les institutions financières vont faire face à des défis », souligne le FMI.

Cette faible croissance globale, ajoutée aux montées des inégalités,



Christine Lagarde. ARCHIVES AFP

« nourrit un climat politique où les réformes se gèlent et où les pays ont recours à des mesures de repli sur soi ».

## Lourdes inégalités

Globalement, dans les pays avancés, les revenus des 10 % les plus riches ont grimpé de 40 % au cours des vingt dernières années, tandis qu'ils ont à peine progressé pour les plus modestes.

Pour contrer cette apathie, Christine Lagarde estime à nouveau

« Limiter le libre-échange risque de faire caler un moteur qui a permis de réaliser des gains de bien-être »

que « les politiques budgétaires doivent jouer un rôle » alors que les politiques monétaires des banques centrales sont déjà sollicitées au maximum.

Selon la patronne du FMI, les pays n'ont pas entrepris suffisamment de réformes structurelles. À un moment où les négociations de grands accords commerciaux, notamment entre les États-Unis, l'Asie et l'Europe, sont menacées, il faut « revigorer » les échanges.

« Il est facile de blâmer le commerce pour tous les maux qui affligent un pays, mais limiter le libre-échange risque de faire caler un moteur qui pendant des décennies a permis de réaliser des gains de bien-être sans précédent », conclut-elle.



■ Les élèves de Sainte-Marie à Barbezieux font une rentrée un peu spéciale ■ Pour la première année, ils doivent porter un uniforme ■ Une volonté de la directrice qui souhaite ainsi gommer les différences.

Myriam HASSOUN  
m.hassoun@charentelibre.fr

# Une rentrée en uniforme

**D**ans la cour de récré, ça balance. Il y a les arguments pour et il y a les contre. Mais dans l'ensemble, les jeunes approuvent la nouveauté. Pour la première fois, l'uniforme est de rigueur pour les élèves du CP à la 3<sup>e</sup> de l'école privée Sainte-Marie à Barbezieux. Les maternelles, eux, portent une blouse. Rentrés mardi, les 266 enfants qui fréquentent l'établissement n'ont donc plus de question existentielle à se poser devant leur placard pour trouver de quoi se vêtir. Désormais, c'est polos et sweats bleus - marine et royal - pour tout le monde.

## Finis les moqueries

«Jusqu'ici, il y avait beaucoup de discrimination. Certains narguaient les autres parce qu'ils avaient de plus beaux vêtements, maintenant c'est fini», juge Louis, tout sérieux, en 6<sup>e</sup>. La plupart des élèves apprécient la fin des moqueries et même des histoires de vols. «C'est une très bonne idée de ne pas montrer les différences», souligne Enzo, en 3<sup>e</sup>. Je trouve ça bien aussi de porter les couleurs de l'école.»

Sur le polo, pas de croco, mais une colombe. Une croix catholique dans le bec. Le symbole de l'école est une création de Laura et Claryce, deux élèves de 3<sup>e</sup>. En l'arborant, les plus grands ont l'impression de faire comme aux USA où il

est de mise d'avoir sur la poitrine le logo de son établissement. «Nous sommes jumelés avec un collège d'Atlanta aux États-Unis. Quand nous y sommes allés en visite, les enfants ont tous rapporté des sweats aux couleurs de l'école», raconte Carole Couribaut. La directrice de Sainte-Marie planche sur cette idée depuis au moins deux ans avec les parents d'élèves et l'organisme de gestion de l'enseignement catholique (Ogec). En plus du polo et du sweat, les collégiens doivent en outre avoir une tenue de sport uniforme. «L'idée est de

gommer les différences entre ceux qui portent des marques et ceux qui n'en ont pas les moyens, explique encore la directrice. Cela met aussi en valeur leur personnalité tout en leur faisant comprendre qu'on ne juge pas une personne aux vêtements qu'elle porte.»

## Une nouveauté à ajuster

L'uniforme a un coût: 14 € le polo, 15,50 € le sweat marine. Commandés en local au magasin Sport 2000 de Barbezieux. «Mais

c'est tout ce qu'il y a à dépenser en guise de vêtements pour l'année», fait valoir Carole Couribaut. Les enseignants et le personnel de l'établissement ne sont pas tenus à la tenue. «Les enfants sont contents, ça ne les gêne pas. Et quand on voit toute une classe en bleu, ça fait une impression d'uniformité sympathique», dit Léonie Chainier, qui enseigne en CP-CE1. Si les plus petits ne se sentent pas embarrassés par le bleu pour tous, les ados renâclent parfois. Selon Baptiste, élève de 5<sup>e</sup>, éviter de la sorte les critiques

sur son style vestimentaire est agréable. «Mais d'un autre côté, j'ai beaucoup de vêtements et ils ne me servent plus à rien. Et puis, c'est un peu ennuyeux d'être tous en bleu, on dirait une bande de Schltroumpfs!» Inès et ses copines, en 5<sup>e</sup>, regrettent le manque de coupe féminine du polo. Mais qui dit uniforme ne dit pas forcément uniformité. Certains ont déjà trouvé le moyen de personnaliser le port du polo. «Les filles défont un petit bouton, entrent le polo dans le slim», observe finement Enzo.

Par ailleurs, seul le haut est réglementaire. Sacs Eastpack, chaussures Converse et jeans Levis n'ont donc pas fini de faire les beaux jours des jeunes de Sainte-Marie. «L'uniforme est censé effacer les différences, mais on peut quand même en faire avec les jeans et les chaussures», regrettent Romain et Elliot, en 4<sup>e</sup>. Carole Couribaut sourit. «On ne peut pas tout changer d'un coup.» Deux réunions auront lieu avec les parents dans l'année pour précisément ajuster et améliorer cette nouveauté.



Polos et sweats bleus composent l'uniforme désormais obligatoire pour tous les élèves de Sainte-Marie à Barbezieux.

Photo Majid Bouzzit



# Montessori essaime en Sud-Charente

Pascal HUORD  
p.huord@charentelibre.fr

Deux écoles alternatives ouvrent cette année en Sud-Charente: à Deviat et Pérignac. L'implantation en zone rurale n'est pas un hasard puisque ces deux initiatives hors contrat s'installent dans des écoles désaffectées, fermées par l'Éducation nationale. L'une et l'autre appliquent la méthode Montessori qui veut privilégier l'enfant pour lui permettre d'accéder aux connais-

sances à son rythme et en tenant compte de ses particularités. À Deviat, treize enfants ont effectué leur rentrée hier. Avec deux éducatrices, selon la terminologie Montessori, et dans deux classes voisines: l'une pour les 3-6 ans avec sept enfants, l'autre pour les 6-11 ans avec six enfants. À Deviat, on parle d'«inspiration» Montessori. Les écoles n'ont pas le label officiel. Pour faire classe, deux femmes: Marie Gazel et Delphine Rousselières. L'une et l'autre sont parents d'élèves. L'une et l'autre

avaient leurs enfants à l'école communale de Montboyer qui a fermé en 2014. Elles ne l'ont pas accepté et ont fait choix de faire l'instruction à la maison l'année dernière.

## Pédagogie personnalisée

Le projet est né de cette fermeture avec la création d'une association qui a multiplié les initiatives pour collecter des fonds. Les deux éducatrices ont suivi des formations courtes. «On espère en faire d'autres, mais cela a un coût.» Elles ne se présentent pas comme des pros, mais proches des enfants, soucieuses d'une pédagogie personnalisée. C'est ce qui a attiré Angeline Joré, mère de Zoé. «C'est une chance pour ma fille de 7 ans. Elle avait ses petites difficultés propres. J'avais peur qu'elle soit enfoncée dans une classe surchargée. Là je pense que l'on s'occupera mieux d'elle», ajoute cette maman qui viendra tous les jours de Barbezieux.

Même chose pour Arlette Clément, de Montmoreau, mère de Marie, 10 ans et Noémie 4 ans et demi. «Ma grande a besoin d'être mise en confiance et la psychologue scolaire m'avait parlé de la démarche de cette école. Et pour la plus pe-

tite, je pense que c'est bien de la faire commencer ici.» Malgré le sacrifice financier: 100 € par mois et par enfant puisque l'école est hors contrat. Ce qui n'empêche pas l'association porteuse du projet (Les lutins du Mardasson) d'organiser régulièrement des repas de fête pour collecter des fonds.

À Pérignac, la démarche est légèrement différente. L'association Graines d'arc-en-ciel cherchait depuis plusieurs années un lieu pour appliquer la méthode Montessori, moins par défiance de l'Éducation nationale que pour proposer un autre projet éducatif aux enfants. Elle avait donc constitué son réseau de parents mais manquait d'un lieu, quand la fermeture de l'école de Pérignac a offert une opportunité. Le groupe a une approche plus ancienne, très liée aux valeurs de l'école Montessori.

Hier, quatre enfants de 4 et 5 ans ont fait leur rentrée. D'autres sont attendus lundi puis jeudi prochain. Les enfants viennent de l'agglomération d'Angoulême, mais aussi de Torsac, et plus près de Jurignac. Si la campagne menée n'a pas permis d'avoir les effectifs pour deux classes – donc pour les enfants de 6 à 11 ans –, l'association Graine d'arc-

en-ciel espère que ce n'est que partie remise et que cette année scolaire permettra d'ancrer le projet. On sait par ailleurs que la situation géographique de Pérignac et le coût des frais de scolarité – entre 200 et 400 € en fonction des revenus – ont pu freiner des parents. «Mais on constate cependant que l'on a plus de parents qui paient 200 €», pointe Maïwenn Coatanéa, la présidente.

Entre les deux écoles, qui ne cherchent pas à se faire concurrence, la différence de prix s'explique entre autres par les salaires. À Deviat, les deux éducatrices sont bénévoles. À Pérignac, David Brienne a suivi tout le cursus d'une école de formation labellisée par l'institut Montessori. Il vient de Suisse et a été séduit par le projet naissant de Pérignac. Dans les deux écoles, les parents s'impliqueront. «C'est un choix que nous faisons pour nos enfants», explique Angeline Joré à Deviat. À Pérignac, une maman qui peut travailler chez elle a même décidé d'apporter son ordinateur et de travailler dans une petite salle à Pérignac pendant que son enfant est à l'école, pour limiter ses frais de déplacement.



Treize enfants dans deux classes différentes découvrent de nouvelles méthodes. Photo CL

## Martine Pinville plaide pour les lycées professionnels

Aux lycées Charles-Coulomb puis Jean-Albert Grégoire, la secrétaire d'État a défendu les formations «aux métiers d'avenir».

Julien PRIGENT  
j.prigent@charentelibre.fr

«Et si plutôt que de parler formation, on parlait de métier?» Entre deux postes d'usinage, dans l'immense atelier de Charles-Coulomb, Martine Pinville est venue plaider pour la formation professionnelle. Parler de l'école, c'est bien. Expliquer aux élèves qu'ils se forment à un vrai métier d'avenir, c'est encore mieux. C'est le propos de la secrétaire d'État charentaise au commerce et à l'artisanat, venue défendre la cause des PME dans les lycées de l'agglomération, puis après l'établissement de Ma Campagne, Martine Pinville s'est rendue à Jean-Albert-Grégoire, à Soyaux. «On a en Charente un tissu industriel important. Des filières à valoriser, un enseignement de qualité.» Alors bien sûr il y a les grosses industries. «Ici Leroy, DCNS, de grands groupes dont on parle souvent», mais, c'est le boulot de la secrétaire d'État que de défendre leur cause, il y a aussi «des TPE, des PME, des sous-traitants nombreux qui maillent le territoire». Ce discours, elle est venue le tenir en classe aux secondes «maintenance industrielle», techniciens d'usinage, «métiers de l'électricité» ou «systèmes numériques». Et en a aussi profité pour inciter les jeunes à profiter des échanges scolaires mis en place avec l'Allemagne et la Suède.

### Sud-Education «une réalité différente»

Sud-Education a profité de la visite ministérielle dans les lycées de l'agglomération pour dénoncer l'augmentation des effectifs en seconde à Charles-Coulomb «de



Martine Pinville a défendu les filières professionnelles, fournisseuses de main d'œuvre «de qualité» pour l'industrie. Photo CL

28 à 35 élèves en cinq ans». «Soit une hausse de 20 %!» Et le syndicat de dénoncer «les instructions données par le ministère aux principaux de collèges leur demandant d'augmenter le taux de

passage en classe de seconde générale.» Pourquoi? Car, selon Sud, «un élève de seconde générale dans une classe de 35 élèves coûte moins cher qu'un élève de LP en classe de 24.»

## Deux nouvelles classes à Angoulême

Avec des effectifs en hausse de 19% par rapport à la fin de l'année scolaire, les écoles d'Angoulême attendaient hier 3 318 enfants, dont 1 312 en maternelle et 2 006 en élémentaire. Marie-Curie risque de perdre une classe – la direction académique en décidera, après comptage, dans les prochains jours –, qui avait été sauvée l'an dernier, mais deux écoles comptent une classe supplémentaire. À Uderzo, les élèves étaient 101 l'an dernier, ils ont passé le cap des 105 cette année, déclenchant l'ouverture

d'une cinquième classe. Les locaux ont été aménagés avec d'autant plus de soin qu'ils accueillent une jeune enfant de la lune, cette maladie génétique rare qui rend totalement intolérant aux UV. À Jean-Moulin, la maternelle a ouvert une cinquième classe, dédiée exclusivement aux enfants de moins de 3 ans. À René-Defarge, la rentrée était sereine: une classe, menacée de fermeture, a finalement été maintenue, permettant aussi de garantir la filière Cham (classe à horaires aménagés musique).



■ Ewan Calvreul  
et Félix Thomas,



**les deux lycéens de Jean-Monnet** (Photo CL), âgés de 16 ans, ont effectué un vol de découverte à bord d'un Epsilon de l'école de pilotage de l'armée de l'air. Une récompense pour ces deux élèves qui ont obtenu la meilleure note des trente élèves à l'examen du BIA (brevet d'initiation aéronautique), en juin dernier dans le cadre d'un partenariat avec l'Éducation nationale. Félix Thomas est déjà élève pilote à la section vol à voile des «Ailes cognaçaises», Ewan Calvreul désire commencer à apprendre à piloter afin de passer son brevet de pilote privé.

## Nouvelle principale à Félix-Gaillard

Florence Merour arrive de Niort où elle était proviseure-adjointe dans un lycée. C'est le seul changement de direction sur le territoire.

**C**ontrairement à 2015, la rentrée est plus calme cette année à la tête des établissements secondaires du Cognacais. Un seul changement est intervenu avec l'arrivée de Florence Merour, 48 ans, comme principale du collège Félix-Gaillard de Cognac. Elle remplace Jean-Luc Rodier, parti en cours d'année dernière diriger le lycée Guez-de-Balzac d'Angoulême, avant de prendre la direction du lycée professionnel de Soyaux pour cette rentrée. Florence Merour forme cette année un duo avec Arnaud Delval, arrivé, lui, l'an passé et qui avait assuré l'intérim en cours d'année.

«C'est un peu un retour aux origines pour moi puisque mon premier poste de direction était dans un collège», explique la nouvelle principale. Dix ans plus tard, celle qui était proviseure adjointe d'un lycée général à Niort l'an passé découvre la ville de Cognac et un collège «à la population très mixte» qui rassemble cette année 504 élèves. «Nous avons dix-sept classes, une Segpa d'une soixantaine d'élèves et une classe Ulys



Florence Merour, la nouvelle principale de Félix-Gaillard à Cognac. Photo CL

de dix élèves», précise Florence Merour, originaire de Bretagne. «Avant Niort, j'ai été pendant neuf ans proviseure adjointe post bac, en charge des BTS et classes préparatoires au lycée Aliénor-d'Aquitaine de Poitiers. Je voulais me rapprocher de mon mari qui lui travaille à Angoulême.» Évidemment, la grande nouveauté de cette année et la mise en

place de la réforme du collège. «C'est toujours un moment délicat quand on bouscule les habitudes mais je trouve intéressant que l'on questionne nos pratiques d'évaluation, ce qu'on fait pour les élèves qui peuvent être laissés sur la touche», explique-t-elle à propos de cette réforme qu'elle espère «plus égalitaire».

Florence Merour espère également créer encore plus de lien avec le monde de l'entreprise ici, en particulier celui de la viticulture. «J'ai vite compris le poids que ça avait ici, en terme de formations et de débouchés par exemple.» L'autre grand chantier qui attend cette ancienne prof d'anglais est celui de l'écriture du projet d'établissement 2016-2020. «Je viens d'arriver, je vais prendre le temps d'observer ce qui se fait avec l'envie d'y mettre les thèmes qui me correspondent comme l'éducation partagée avec les parents, les relations avec les autres niveaux scolaires de la maternelle au lycée ou encore l'international.»

M.-A. B.



# La police municipale se forme au maniement des armes

Les policiers municipaux de Cognac et Châteaubernard étaient réunis hier pour la formation pratique obligatoire avant d'être armés.



Philippe Baudet, moniteur de tir de la police de Royan, était hier à Châteaubernard pour lancer la formation pratique. Photo CL.

**L**a rentrée pour une quinzaine de policiers municipaux de Châteaubernard, Cognac et Bourcefranc, a consisté, hier matin, à s'asseoir sagement, comme des écoliers, dans la grande salle du conseil de la mairie, et à écouter Philippe Baudet, moniteur de tir de la police municipale de Royan, Vincent Erospace, son homologue de Saint-Georges-de-Didonne et Jérôme Aquila, celui d'Angoulême.

Après la formation théorique, administrative et juridique de deux jours en juin dernier à Cognac, le moment de la formation pratique est venu. Ils vont pouvoir prendre en main le pistolet Manurhin calibre 38 spécial, encore appelé «357 Magnum» à canon court. Pour l'instant, leur étui à la ceinture est vide. Les armes sont encore dans le coffre-fort de la mai-

rie. «On ne va pas faire de vous des tireurs d'élite. Ce n'est pas le but. Il faut qu'il y ait une osmose entre vous et votre équipement», leur a annoncé d'entrée de jeu Philippe Baudet. «On sera intransigeant sur la sécurité», a enchaîné Jérôme Aquila. «Attention, on est dans le domaine du légal, c'est-à-dire du mortel. On ne joue pas. Aucun écart ne sera toléré, quand vous serez en possession de votre arme», a averti officiellement Philippe Baudet, qui menait les débats. «Chacun d'entre vous sera jugé et validé individuellement sur ses capacités à porter une arme», a poursuivi le fonctionnaire.

«Notre entraînement doit se dérouler au stand de tir de Cognac [en fait, à Châteaubernard, NDLR]. Après notre formation de douze jours, il faudra attendre

le feu vert du préfet pour être autorisé à porter l'arme à la ceinture sur le domaine public», a confié Patrick Velluet, le chef de la police municipale de Cognac. Pas de date précise donc, avant de voir les policiers municipaux patrouiller avec leur arme, mais cela devrait intervenir dans les prochaines semaines.

Pour rappel, les villes de Cognac et Châteaubernard ont décidé en décembre dernier d'armer en même temps leurs policiers municipaux. Dans un premier temps opposé à cette idée, Michel Gourinchas avait expliqué avoir changé d'avis parce que «les temps ont changé avec les attentats avec une population qui demande plus de protection. Nous devons nous adapter».

Jacques DESCHAMPS



■ RENTRÉE SCOLAIRE

## Châteaubernard muscle l'équipement informatique de ses écoles

Ce projet numérique dédié aux écoles a été validé en accord avec les enseignants qui étaient demandeurs et les commissions scolaire et numérique de la mairie», précise Karine Roy, l'élue chargée des écoles. Mardi après-midi, en présence de Christophe Gourguès, son homologue en matière de communication et de numérique, elle a convoqué une vingtaine d'enseignants des quatre écoles de la commune, dans la classe de Claudine Arnaud, chargée des cours préparatoire de l'école Pablo-Picasso. Objectif: une formation de trois heures à l'utilisation du vidéoprojecteur interactif «touch», le must en matière de numérique scolaire, dispensée par deux professionnels: un d'«Aver», le fabricant de l'appareil, et l'autre de «Sonomax», le distributeur. Les enseignants ont été initiés à cet outil pédagogique sur lequel l'imposition des mains sur l'écran facilite l'ouverture de l'élève à l'expression écrite dans les modes audio ou vidéo. Élèves et maîtres peuvent aussi se connecter simultanément sur Google, YouTube et autres espaces de communication moderne. Déjà équipées du tableau blanc interactif,



Les enseignants des quatre écoles de la commune ont été initiés au nouvel outil pédagogique mis à disposition des élèves.

Photo CL

les classes bénéficient ainsi d'un confort supplémentaire dans la rapidité de l'apprentissage. «En aucun cas, ce nouvel équipement ne se substitue à la pédagogie mise en œuvre par tel ou tel enseignant. C'est un outil devenu indispensable qui n'est ni un jouet, ni un gadget», précise Karine Roy. «L'investissement de 40 000 euros pour équiper les quatre écoles, est à la charge de la commune», indique Christophe Gourguès.

**Les effectifs de la rentrée:** 106 élèves sont inscrits à l'école Jules-Valès, 120 à Pablo-Picasso. Amélie Déchamps, en provenance de Houlette, prend la direction de l'école maternelle «Le Petit-Prince» qui enregistre 77 inscrits. Frédérique Masson et Céline Pinet sont les deux nouvelles maîtresses de la maternelle de la Combedes-Dames avec 76 inscrits.

Jacques DESCHAMPS



# Une rentrée sous surveillance

■ Douze millions d'élèves ont entamé hier une nouvelle année scolaire ■ Stress et excitation s'expriment devant les portes d'école, mais pas plus que d'habitude

■ Les enfants ne sont pas inquiets des menaces d'attentats.

**A** Nice, lieu de l'attaque du 14 juillet qui a fait 86 morts sur la Promenade des Anglais, les autorités locales ont pris des mesures particulièrement strictes. Et les parents ne peuvent pas accompagner leurs enfants dans les classes de maternelle, comme c'est la tradition. «Le plan Vigipirate nous empêche d'entrer dans l'école. Mais quand on nous fait rentrer en classe, il y a moins de parents agglomérés au portail. Là, si une personne se met avec une bombe, ça fait boum et c'est tout le monde qui est tué», réagissait Lucia. «Je ne sais pas qui est la maîtresse de mon fils», a regretté un autre père de famille, Christophe, 37 ans. Mais «ça me plaît qu'il y ait des policiers. Il y en a pour les écoles juives (des militaires de l'opération Sentinelle, ndr) et il doit y en avoir partout, devant les écoles laïques et catholiques». Aucun homme armé devant l'école Gravelle à Besançon, ce qui ne semble pas déranger Frédéric,



Des policiers à Nice, durant la visite de François Hollande et Najat Vallaud-Belkacem.

Photo AFP

qui accompagne son fils Paul, en CM1. «Une menace existe, il faut des mesures de prévention mais on peut rester discret», estime ce père de famille qui croit plus à «une vigilance collective» qu'à des hommes armés très visibles. «Je ne sais pas pourquoi ils sont là», confie Loubna, 10 ans, en regardant deux soldats de l'opération «Sentinelle», tenue de combat kaki et fusil d'assaut en bandoulière, qui font les cent pas sous les platanes devant le groupe scolaire du Neufeld, dans un quartier plutôt aisé de Strasbourg. Une telle présence militaire, le jour de la rentrée, est-elle utile? «Je ne sais pas, je suis mitigée», avoue sa mère, Rachida. La petite boule au ventre, les enfants sont beaucoup à l'avoir, mais ce n'est pas lié aux menaces d'attentats. «Je me sens mal... J'ai un peu peur. J'étais en primaire à Bègles, et on vient

d'emménager à Bordeaux. Je ne connais personne ici (...), je suis stressée», explique Jessy, qui entre en 6<sup>ème</sup> au collège Alienor d'Aquitaine. Près d'elle, Manele, 11 ans se

»

Je me sens mal... J'ai un peu peur. J'étais en primaire à Bègles, et on vient d'emménager à Bordeaux. Je ne connais personne ici, je suis stressée.

sent «bien»: «J'étais tellement excitée que je n'ai pas dormi de la nuit!». Les élèves de 5<sup>ème</sup> du collège

Henri-Barbusse de Vaulx-en-Velin (est de Lyon) ont rebroussé chemin: les professeurs de cet établissement de réseau d'éducation prioritaire renforcée font grève pour protester contre des classes qu'ils jugent surchargées.

Pour la première fois avant une rentrée scolaire, les ministres de l'Intérieur et de l'Éducation nationale avaient tenu fin août une conférence conjointe pour détailler une série de mesures visant à renforcer la sécurité des écoles. Dont la mobilisation, hier, de 3.000 réservistes de la gendarmerie. «Toutes les mesures sont mises en œuvre pour protéger et se donner les moyens d'éviter ce qui pourrait être des attentats», a déclaré mercredi le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll. Il a évoqué «un niveau de menaces extrêmement élevé», qui appelle «une vigilance totale et extrême».

## Où en est la promesse des 60.000 postes de professeurs?

La promesse emblématique de François Hollande de créer 60.000 postes dans l'enseignement pendant son quinquennat sera tenue selon le gouvernement, un engagement dont doutent certains syndicats. La répartition des nouveaux postes, après 80.000 suppressions décidées sous Nicolas Sarkozy, est programmée dans la loi sur l'école de 2013: 54.000 postes équivalent temps plein (ETP) pour l'Éducation nationale (enseignants mais aussi CPE, personnels médicaux sociaux...), 5.000 postes dans l'Enseignement supérieur et 1.000 dans l'Enseignement agricole. Ils s'ajoutent au remplacement des personnels partant à la retraite. Entre 2012 et 2016, ce sont 42.338 postes qui ont été budgétés pour l'Éducation, 740 pour l'enseignement agricole et 4.000 pour l'Enseignement supérieur, selon la rue de Grenelle. C'est avec le projet de loi de finances 2017, attendu fin septembre, que l'on pourra vérifier si tous les postes auront été budgétés. La Cour des comptes calcule également 42.338 postes dans l'Éducation nationale entre les budgets 2012 et 2016. Mais il ne suffit pas de les inscrire au budget pour que tous soient effectivement pourvus par des enseignants formés: certains postes sont dans les faits occupés par des contractuels, quand les concours d'enseignants n'ont pas fait le plein dans des zones peu attractives ou des matières «déficitaires» comme les mathématiques et l'anglais. «Sur les 31.627 postes créés entre 2012 et 2015, 27.668 ont été effectivement pourvus», précisent ainsi les sages de la Cour des comptes dans leur rapport sur le budget 2015.